

**FMS 9-10 janvier 2018 ; Eric LE BOURHIS, boursier post-doctoral 2016-2018**

**Le logement comme observatoire des persécutions antisémites dans une ville soviétique occupée. Riga, 1941-1945**

Au début de la guerre, la ville de Riga compte environ 400.000 habitants, dont environ 10% de Juifs. Capitale de la Lettonie, la ville est annexée en 1940 par l'Union soviétique. La ville, devenue soviétique donc, est occupée par les Allemands entre les derniers jours du mois de juin 1941 et le 1<sup>er</sup> juillet. On estime qu'environ 37.000 Juifs sont présents dans la ville, Juifs de la ville qui ne se sont pas enfuis et réfugiés. Dans les six mois qui suivent, 90 % d'entre eux sont exécutés par l'Einsatzgruppe A et par les milices de collaborateurs locaux. Exactement dans le même temps, des non-Juifs s'installent dans leurs appartements. Mon travail porte sur ce processus de spoliation.

Ce travail s'inscrit dans une dynamique de renouvellement des travaux sur la persécution à l'échelle locale et notamment en ville. C'est bien que les espaces sociaux ordinaires que la persécution commence, que la Shoah trouve sa source. Pourtant, la persécution des Juifs dans ses espaces les plus quotidiens, avant les ghettos, avant les rafles, reste assez mal connue. À Riga notamment, on sait bien peu de choses sur les 4 mois qui séparent l'invasion de la fermeture hermétique des portes du ghetto. Comment s'articulent extermination et spoliation ? Quel est le profit tiré de la disparition des Juifs par les non-Juifs, d'ailleurs bien plus nombreux que les tueurs ?

Travailler sur une grande ville et sur le domaine du logement offre une entrée sur le social, sur l'environnement quotidien où la persécution commence. Le domaine du logement en particulier, grâce à l'adresse, situe les individus dans l'espace, ce qui permet de documenter l'environnement social dans lequel la persécution commence, et de trouver de nombreuses sources. Ces sources invitent à réfléchir aux conditions sociales et spatiales de la persécution des Juifs dans leur lieu de résidence. Le détour par l'espace permet donc de penser aux dynamiques de persécution en ville.

Je ne suis pas seul dans cet effort. Toute une équipe s'est montée sur le cas parisien, à partir du travail d'Isabelle Backouche sur l'îlot 16. D'autres équipes travaillent sur des villes allemandes, sur Budapest et d'autres villes. Nous les réunissons dans un séminaire mensuel qui a lieu à l'EHESS<sup>1</sup> et dans une conférence qui a lieu les 11 et 12 janvier 2018 que je coorganise<sup>2</sup>.

Sur Riga, mon enquête s'agence autour de plusieurs lignes de recherche : les politiques de spoliation et de réaffectation des appartements des familles juives à des non-Juifs ; les habitants de Riga qui tirent profit de la spoliation en investissant les appartements des familles juives

---

1 <https://enseignements-2017.ehess.fr/2017/ue/2239/>

2 <https://www.aup.edu/news-events/event/2018-01-11/international-conference-home-place-anti-jewish-persecution>

persécutées ; les familles juives spoliées avec deux moments principaux : l'internement dans le ghetto et pour ceux qui reviennent, les tentatives de réintégration des appartements.

**2. Pour commencer**, j'ai étudié les politiques de spoliation mises en œuvre à Riga durant l'été 1941. Je ne suis pas le premier à le faire, mais avant moi, différents historiens les avaient abordées au détour d'enquêtes plus larges : Andris *Ezergailis*, Martin *Dean*, Kathrin *Reichelt*, et surtout Andrej *Angrick* et Peter *Klein*. Mais ces auteurs ont totalement négligé les archives de l'acteur institutionnel qui mène concrètement la spoliation dès les premiers jours de l'occupation allemande en juillet 1941 – j'entends la mairie de Riga et son énorme machine bureaucratique.

La Revue d'histoire moderne et contemporaine va bientôt publier mon article sur ce sujet. Dans cet article, je montre notamment deux choses essentielles sur les politiques de spoliation.

Premièrement : les agents municipaux mènent concrètement la spoliation mais suivent les consignes d'acteurs institutionnels beaucoup plus engagés idéologiquement : tout d'abord la Wehrmacht et d'anciens militaires lettons, devenus des collaborateurs zélés, avec les lignes d'une politique mise en place dès le 7 juillet 1941. Puis en septembre 1941 par les autorités civiles d'occupation – *Generalkommissariat Lettland, Gebietskommissariat Riga-Stadt*.

-Deuxièmement : la spoliation des appartements réutilise des cadres produits par des politiques antérieures. Les agents municipaux portent et incarnent cette continuité partielle. Ces politiques antérieures sont : la réaffectation des appartements de la communauté allemande locale (les Germano-Baltes), partie pour le Reich depuis l'automne 1939 ; la nationalisation du parc de logements menée par le régime soviétique fin 1940 ; la réaffectation des familles déportées au Goulag début 1941. La continuité est très forte : mêmes formulaires, même vocabulaire, mêmes agents... C'est là un facteur essentiel de la spoliation et de sa rapidité.

Une situation qui invite à repenser les rapports entre spoliation organisée et pillages spontanés, et la part des différents facteurs de la spoliation et de l'extermination.

L'antisémitisme et la soif de profit supposée des habitants non-Juifs de la ville ne suffisent pas à expliquer la rapidité de la spoliation. Je plaide ici pour étude de l'antisémitisme, pas seulement en discours, mais également en actes et avec l'examen des structures concrètes au travers desquels il s'exprime.

**3. L'autre volet essentiel de la recherche**, concerne l'occupation concrète des logements et ce qu'elle nous dit des rapports de persécution. Il s'agit de croiser les sources produites par la persécution, avec les témoignages et surtout avec les sources ordinaires produites par les

administrations locales. À Riga, ces sources sont de trois types. Les listes de rationnement du sucre début 1940, les listes des habitants produites lorsque le régime soviétique nationalise le parc immobilier de la ville début 1941 et surtout les registres d'immeubles. Ces registres, conservés aux Archives historiques d'État de Lettonie, assez complets de 1920 à 1944, sont des sources codifiées et sérielles. Ils sont remplis par les concierges et par la police lors de la procédure d'enregistrement du lieu de résidence. Ils consignent : les données contenues sur les passeports (y compris sur les enfants), la profession, les dates d'emménagement et de départ, les dates d'enregistrement et de radiation par la police, ainsi que l'adresse antérieure et l'adresse ultérieure. Surtout utilisés dans des recherches généalogiques ou pour établir les listes de victimes de la Shoah. Mais, ici source pour analyse historique de la persécution grâce au croisement.

Compte tenu du peu de temps dont nous disposons, je présente ici rapidement seulement des lignes de réflexion fondées sur un échantillon d'une trentaine d'immeubles du centre de Riga.

La réaffectation des appartements est très rapide. Elle concerne successivement les logements de ceux qui se sont enfuis, sont arrêtés ou expulsés de leur logement durant l'été, puis de ceux qui sont internés dans le ghetto, et enfin de ceux qui sont traqués et arrêtés. La spoliation précède donc en partie la formation du ghetto à proprement parler. Trois quarts des domiciles des Juifs sont réaffectés avant février 1942. Durant cette période, environ la moitié des nouveaux occupants sont des Allemands, une proportion très élevée, propre à Riga. Capitale de l'Ostland, ville à l'arrière du front, elle abrite de manière durable des autorités d'occupation nombreuses. Mais on peut également identifier quelques mécanismes de spoliation des appartements qui échappent à la politique municipale. Les Allemands notamment, mais également de nombreux policiers et concierges installent leur famille ou leurs amis dans les appartements de leur choix. Par ailleurs, d'après plusieurs témoignages ainsi que des listes d'habitants, en septembre-octobre 1941, de nombreux Juifs (hors du ghetto) et non-Juifs du ghetto (ils sont 10 000 à en être expulsés) échangent leur domicile.

**Un autre axe de réflexion** que j'ai développé et sur lequel je continue de travailler porte sur les interactions entre Juifs et non-Juifs et leurs effets sur les dynamiques de persécution dans la ville. À commencer par les phénomènes de voisinage et de cohabitation (entre Juifs et non-Juifs) durant les quatre mois qui s'écoulent de l'invasion à la fermeture hermétique du ghetto (juillet-octobre 1941).

En effet, l'examen attentif des registres d'immeubles suggère que, parmi les Juifs de Riga restés dans la ville lors de l'invasion allemande, environ 1/4 partagent leur domicile avec des non-Juifs pendant toute ou une partie de cette période. Et tous ces non-Juifs ont généralement obtenu la

totalité du logement lors de l'arrestation des Juifs. Or, cet aspect est très rarement évoqué dans les Mémoires et témoignages des rares survivants. Il étonne même dans un contexte où les différentes confessions de la ville sont supposées vivre avant la guerre dans des rapports de distance sociale très importante, par opposition à la ville soviétique proche de Minsk par exemple. Surtout, cet élément de contexte me semble important pour comprendre la manière dont les juifs ont vécu la persécution durant l'été 1941. Dans un texte qui devrait être publié en 2019, j'expose les premiers résultats de l'enquête sur cette question des cohabitations.